



jeudi 15 septembre 2016

Les grands titres:

- Syrie : l'ONU attend des autorisations pour livrer de l'aide humanitaire
- Israël et Palestine : l'ONU estime que la solution des deux États est aujourd'hui menacée
- Des millions d'enfants réfugiés ne vont pas à l'école, selon le HCR
- La situation des droits de l'homme se détériore en Ukraine orientale, selon un rapport de l'ONU
- La servitude pour dettes reste la forme la plus répandue de travail forcé dans le monde, selon une experte de l'ONU
- Tchad : le fonds d'urgence de l'ONU octroie 10 millions de dollars pour aider 210.000 personnes
- La Chine et l'Inde sont désormais les plus grands marchés de l'Internet au monde, selon un rapport de l'ONU
- Journée internationale de la démocratie: Ban Ki-moon rappelle que les principes démocratiques sont au cœur du développement durable
- L'OMS réclame davantage d'efforts pour affronter la résistance antimicrobienne
- Education : des projets au Cameroun, au Japon et au Royaume-Uni lauréats d'un prix de l'UNESCO

Syrie : l'ONU attend des autorisations pour livrer de l'aide humanitaire



Le 13 septembre 2016, dans l'ouest d'Alep, en Syrie, des représentants de l'UNICEF discutent avec des femmes et des enfants déplacés dans un camp de fortune dans le quartier de Majabel. Photo Ourfali

15 septembre - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a jugé regrettable jeudi que l'ONU attende toujours des autorisations du gouvernement syrien pour pouvoir livrer de l'aide humanitaire alors que la trêve qui a débuté lundi est respectée dans son ensemble.

« La réduction de la violence (...) se maintient dans l'ensemble. En réalité, cette réduction est considérable », a dit M. de Mistura, qui s'est félicité du rôle déterminant de l'accord américano-russe qui a permis à cette trêve de débuter lundi 12 septembre en Syrie.

Malgré ce contexte positif, l'ONU est confrontée à un « problème » concernant l'accès humanitaire, a ajouté l'Envoyé spécial lors d'une conférence de presse à Genève. Le gouvernement syrien devait accorder des autorisations mais les Nations Unies ne les ont toujours pas reçues.

« Ceci est particulièrement regrettable parce que nous perdons du temps », a déclaré Staffan de Mistura. « Nous aurions pu utiliser ces jours pour permettre aux convois de se déplacer alors qu'il n'y a pas de combats ».

Son Conseiller Jan Egeland a également regretté que cette période d'accalmie ne soit pas utilisée pour atteindre les personnes dans le besoin en Syrie.

« Nous sommes prêts, nous pourrions partir aujourd'hui mais on ne le fait pas. Nous espérons partir demain pour l'est d'Alep, nous sommes prêts à aller, avant la fin de la semaine, dans les autres endroits pour lesquels nous avons demandé des



autorisations », a-t-il dit lors du point de presse. « Avec ces autorisations, nous irons à Moadamiya, à Al-Waer, à Talbiseh, à Douma, dans toutes les zones assiégées près de Damas, près de Homs et ailleurs ».

M. Egeland a réclamé la fin des « obstacles politiques, bureaucratiques et procéduraux » afin de permettre aux travailleurs humanitaires de se rendre auprès des civils syriens qui ont besoin de leur aide. « Nous sommes prêts et capables d'aller dans tous ces endroits, dans les prochains jours, et nous avons très bon espoir d'être en mesure de le faire », a-t-il conclu.

Israël et Palestine : l'ONU estime que la solution des deux États est aujourd'hui menacée



Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Evan Schneider

15 septembre - Lors d'une réunion jeudi du Conseil de sécurité consacrée au Moyen-Orient, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a averti que la solution des deux États, israélien et palestinien, court le risque d'être remplacée par une situation où il y aurait seul État avec une occupation et une violence perpétuelles.

Il y a 23 ans, presque jour pour jour, le premier Accord d'Oslo a été signé entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Malheureusement, a regretté le Secrétaire général, « nous sommes plus éloignés que jamais de ses objectifs ». En dépit des avertissements de la communauté internationale et de la région, les dirigeants de part et d'autre n'ont pas pris les mesures difficiles nécessaires pour la paix, a-t-il souligné.

« Les implantations des colonies sont illégales au regard du droit international », a insisté M. Ban. Il a jugé la politique d'Israël à cet égard « diamétralement opposée à la création d'un État palestinien » et s'est par ailleurs dit troublé par une récente déclaration du Premier ministre israélien dépeignant ceux qui s'opposent à l'expansion des colonies comme des partisans du nettoyage ethnique. « Cela est inacceptable et scandaleux », a-t-il dit.

Le Secrétaire général s'est par ailleurs dit toujours consterné par le fait que des partis palestiniens choisissent de faire l'éloge d'actes méprisables. Il a demandé aux dirigeants palestiniens de mettre un terme à la « glorification du terrorisme ».

Le chef de l'ONU a encouragé la tenue d'élections locales à Gaza et en Cisjordanie qui pourraient donner un nouvel élan à la démocratie palestinienne. Il s'est toutefois dit particulièrement préoccupé par la décision de la Haute Cour palestinienne, la semaine dernière, de suspendre tous les préparatifs alors que les délibérations sont toujours en cours concernant une pétition visant à annuler les élections.

Malgré les progrès accomplis dans les deux ans qui ont suivi le cessez-le-feu de 2014, notamment avec la réparation de maisons, d'hôpitaux, d'écoles et d'infrastructures essentielles, Gaza est toujours bouclée et « est une bombe à retardement », a résumé M. Ban, après avoir évoqué les besoins humanitaires considérables et demandé davantage d'assistance pour accélérer la reconstruction en cours.

« Les privations humanitaires continues pour les près de deux millions d'habitants de Gaza étouffent les rêves et les ambitions, et nourrissent l'instabilité et l'extrémisme », a déclaré le Secrétaire général, soulignant que la « fracture politique palestinienne corrosive » aggrave la situation humanitaire et étouffe le développement.

« Nous devons intensifier nos efforts pour encourager les dirigeants israéliens et palestiniens à prendre les mesures difficiles afin de changer la trajectoire destructrice nous conduisant actuellement vers une réalité avec un seul État », a conclu M. Ban.

Des millions d'enfants réfugiés ne vont pas à l'école, selon le HCR



Des enfants centrafricains en 2014 dans une école primaire d'un camp du HCR en République démocratique du Congo. Photo HCR/Sebastian Rich

15 septembre - Plus de la moitié (3,7 millions) des six millions d'enfants en âge d'être scolarisés et relevant de la compétence du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ne vont pas à l'école, selon un rapport de cette agence onusienne publié jeudi.

Quelque 1,75 million d'enfants réfugiés ne vont pas à l'école primaire et 1,95 million d'adolescents réfugiés ne sont pas scolarisés dans l'enseignement secondaire. Les réfugiés sont cinq fois plus susceptibles d'être déscolarisés que la moyenne mondiale, d'après ce rapport.

« Cela représente une crise pour des millions d'enfants réfugiés », a déclaré Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. « L'éducation des réfugiés est particulièrement négligée, alors que c'est l'une des rares occasions que nous avons pour transformer, construire la prochaine génération et améliorer le sort des dizaines de millions de personnes déracinées dans le monde ».

Le rapport compare les statistiques du HCR concernant l'éducation des réfugiés avec les chiffres compilés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'inscription globale de l'école.

Seulement 50% des enfants réfugiés ont accès à l'enseignement primaire, par rapport à une moyenne mondiale de plus de 90%. Et, quand ces enfants grandissent, l'écart devient un gouffre : seulement 22% des adolescents réfugiés fréquentent l'école secondaire par rapport à une moyenne mondiale de 84%. Au niveau de l'enseignement supérieur, seulement 1% des réfugiés fréquentent l'université, par rapport à une moyenne mondiale de 34%.

Le rapport est publié juste avant la rencontre des dirigeants mondiaux prévue pour les 19 et 20 septembre prochains lors du Sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants ainsi que du Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés, organisé par les États-Unis.

Lors de ces deux sommets, le HCR appelle les gouvernements, les donateurs, les agences humanitaires et les partenaires de développement ainsi que des partenaires du secteur privé à renforcer leur engagement pour que chaque enfant reçoive une éducation de qualité.

Alors que la population mondiale des réfugiés en âge d'être scolarisés était relativement stable à 3,5 millions au cours des dix premières années du 21^{ème} siècle, elle a augmenté en moyenne de 600.000 enfants et adolescents chaque année depuis 2011. Pour la seule année 2014, la population réfugiée en âge d'être scolarisée a augmenté de 30%. A ce rythme de croissance, le HCR estime qu'au moins 12.000 salles de classe et 20.000 enseignants supplémentaires en moyenne sont nécessaires sur une base annuelle.

Les réfugiés vivent souvent dans des régions où les gouvernements ont déjà du mal à éduquer leurs propres enfants. Ils sont confrontés à la tâche supplémentaire de trouver des bâtiments scolaires, des enseignants formés et du matériel d'apprentissage pour des dizaines, voire des centaines de milliers de nouveaux arrivants qui, souvent, ne parlent pas la langue d'enseignement et ont manqué trois à quatre années de scolarité. Plus de la moitié des enfants et adolescents réfugiés à travers le monde se trouvent seulement dans sept pays: le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Liban, le Pakistan et la Turquie.

Concernant la Syrie, le rapport montre comment le conflit peut inverser des tendances positives en matière d'éducation. En 2009, 94% des enfants syriens étaient inscrits à l'école primaire et dans l'enseignement secondaire. Par contre, en juin 2016, seulement 60% des enfants allaient à l'école en Syrie, laissant 2,1 millions d'enfants et adolescents sans accès à l'éducation dans ce pays.

Dans les pays voisins, plus de 4,8 millions de réfugiés syriens sont enregistrés auprès du HCR avec, parmi eux, environ 35% d'enfants en âge d'être scolarisés. En Turquie, seulement 39% des enfants et des adolescents réfugiés en âge d'être scolarisés étaient inscrits dans l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que 40% au Liban et 70% en Jordanie. Cela signifie que près de 900.000 enfants et adolescents réfugiés syriens en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école.

La situation des droits de l'homme se détériore en Ukraine orientale, selon un rapport de l'ONU



Des enfants dans une école du village de Staromykhailovka, sur la ligne de front, entre les villes de Donetsk et Mariyanovka, en Ukraine (archives). Photo UNICEF / Aleksey Filippov

15 septembre - Un nouveau rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), publié jeudi, décrit une détérioration des droits humains dans l'est de l'Ukraine en raison de l'escalade des hostilités entre juin et août, et du mépris continu pour la protection des civils des deux côtés du conflit.

La Mission des Nations Unies de suivi des droits de l'homme en Ukraine a recensé 188 victimes civiles liées au conflit dans l'est du pays, dont 28 morts et 160 blessés, au cours des trois mois (mi-mai à mi-août) couverts par le rapport, ce qui représente une augmentation de 66% du nombre de victimes civiles, par rapport à la période précédente.

« L'escalade des hostilités le long de la ligne de contact au cours de l'été fut un rappel brutal que la situation dans l'est de l'Ukraine mérite beaucoup plus d'attention », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. « Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour trouver une solution durable à cette crise et mettre fin aux souffrances de la population civile. Les gens ont besoin de droits de l'homme et de justice, et non pas de morts supplémentaires, de haine plus intense et de destruction », a-t-il ajouté.

Selon le rapport, la proximité des forces gouvernementales et des groupes armés sur la ligne de contact, la prolifération d'armes ainsi que le positionnement de combattants et d'armes par les deux parties dans des zones résidentielles peuplées ont contribué à la montée des tensions et aux risques et dommages causés aux civils.

Plus de la moitié de toutes les victimes civiles enregistrées en juin et juillet étaient le résultat de bombardements de part et d'autre de la ligne de contact et un nombre considérable de civils a également été tué et blessé par des mines, des restes explosifs de guerre et des pièges. Le rapport montre que les civils vivant dans la zone touchée par le conflit sont privés de protection, d'accès aux services de base et d'aide humanitaire, et que leur liberté de mouvement est gravement entravée.

« Bien que la situation se soit améliorée depuis le cessez-le-feu rétabli le 1er septembre, la situation le long de la ligne de contact reste profondément instable, comme en témoignent les incidents qui ont eu lieu le week-end dernier », a indiqué le Haut-Commissaire. « En fait, il existe un risque réel qu'une nouvelle flambée de violence puisse se produire à tout moment », a-t-il souligné.

Au 15 septembre 2016, le HCDH a enregistré 9.640 décès liés au conflit et 22.431 blessés parmi les forces armées ukrainiennes, les civils et les membres des groupes armés depuis le début du conflit à la mi-avril 2014.

Les observateurs de la Mission ont également constaté que près de 70% des abus et violations présumés des droits de l'homme qu'ils ont recensés entre la mi-mai et la mi-août impliquaient des allégations de torture, de mauvais traitements et de détention au secret. La responsabilité très limitée pour ces violations et abus, qui ont été commis à la fois par les forces de l'ordre ukrainiennes et les groupes armés dans l'est, reste un problème important. « Lorsque des cas liés au conflit ont donné lieu à des poursuites, il y a eu de sérieuses préoccupations au sujet de la procédure établie et des droits à un procès équitable », dit le rapport.

Le rapport note également le harcèlement et l'intimidation dont font l'objet les journalistes qui ont couvert le conflit, ou depuis des zones contrôlées par des groupes armés, souvent avec le consentement tacite - et parfois avec le soutien déclaré - des responsables gouvernementaux de haut rang.

Le rapport met également en évidence la détérioration progressive de la situation des droits de l'homme ainsi que la

régression des libertés fondamentales dans la République autonome de Crimée. Avec l'intégration croissante dans la Fédération de Russie, le rapporte constate un manque de responsabilité et de réparation pour les victimes de violations des droits de l'homme, en particulier pour les détenus. Le droit de réunion pacifique a également été encore restreint par les autorités de facto et des personnes continuent d'être interrogées et harcelées par les forces de l'ordre pour avoir exprimé des opinions considérées comme extrémistes.

La servitude pour dettes reste la forme la plus répandue de travail forcé dans le monde, selon une experte de l'ONU



Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Urmila Bhoola.
Photo ONU/Jean-Marc Ferré

15 septembre - La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Urmila Bhoola, a averti jeudi que la servitude pour dettes demeure l'une des formes les plus répandues d'esclavage moderne dans toutes les régions du monde, malgré son interdiction par le droit international et la plupart des juridictions nationales.

« Même si elle se déroule à travers le monde dans de nombreux secteurs de l'économie et qu'elle soit une forme d'asservissement avec des racines historiques profondes, la servitude pour dettes, aussi connu sous le nom de 'travail forcé', n'est toujours pas universellement compris », a déclaré Mme Bhoola lors de la présentation de son dernier rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Actuellement, il n'existe pas d'estimation officielle du nombre de personnes asservies en raison de dettes à l'échelle mondiale. Toutefois, selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), 21 millions de personnes dans le monde seraient soumis au travail forcé.

« Ce chiffre donne une indication de l'ampleur du travail forcé, compte tenu de l'interdépendance entre les deux phénomènes qui affectent les victimes de multiples formes de discrimination », a ajouté la Rapporteuse spéciale.

Les groupes minoritaires souffrant de la pauvreté, du manque d'alternatives économiques, de l'analphabétisme et de discriminations se retrouvent avec aucune autre option que de prendre un prêt ou une avance auprès d'employeurs ou recruteurs pour répondre à leurs besoins fondamentaux, en échange de leur travail ou du travail de leurs familles.

« Les pauvres et les marginalisés, ceux qui émigrent, sont victimes de la traite ou de discrimination, y compris les femmes, les enfants, les peuples autochtones et des individus issus de communautés du système des castes, sont les plus touchés », a indiqué l'experte.

Mme Bhoola a également noté que les travailleurs asservis sont souvent soumis à différentes formes de violence, y compris de longues heures de travail ainsi que des abus et violences physiques et psychologiques.

Selon l'experte, certains des facteurs qui poussent les gens et les familles dans cette forme d'esclavage incluent l'inégalité structurelle et systémique, la pauvreté, la discrimination et la migration du travail précaire.

La faiblesse ou l'inexistence de cadres réglementaires financiers, le manque d'accès à la justice, d'application de la loi et de gouvernance ainsi que la corruption sont quelques-uns des facteurs qui piègent les individus et les familles dans ce cycle intergénérationnel de la pauvreté.

« Pour éradiquer efficacement et empêcher cette pratique, les États devraient élaborer des programmes complets et intégrés d'action basés sur les normes internationales des droits de l'homme, qui répondent aux besoins des personnes touchées et élimine les causes profondes de ces pratiques », a conclu Mme Bhoola.

Tchad : le fonds d'urgence de l'ONU octroie 10 millions de dollars pour aider 210.000 personnes



Tchad:
de la sécurité et un abri pour des Tchadiens fuyant la République centrafricaine. Photo: BCAH/CERF

15 septembre - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a approuvé l'allocation de 10 millions de dollars issus du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour l'action humanitaire au Tchad.

Les fonds octroyés permettront d'apporter une assistance vitale dans quatre régions du sud du pays, afin de répondre aux besoins de 210.000 rapatriés et réfugiés de la République centrafricaine et de leurs communautés hôtes, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH) dans un communiqué de presse.

Selon la communauté humanitaire, la situation dans les régions du Moyen-Chari, Mandoul, Logone Oriental et Logone Occidental, au sud du Tchad, à la frontière avec la République centrafricaine, est inquiétante et marquée notamment par une dégradation de la sécurité alimentaire dans un contexte de retrait progressif des partenaires humanitaires en raison d'un manque de ressources.

« Alors que l'ONU et les partenaires humanitaires travaillent sans relâche aux côtés du gouvernement tchadien et des populations hôtes pour aider les plus vulnérables, le déficit de financement humanitaire augmente chaque année, notamment pour les crises oubliées comme celle du sud ou de l'est du Tchad, où la situation demeure préoccupante », a déclaré le Coordonnateur humanitaire au Tchad, Stephen Tull.

« Dans un contexte où les ressources limitées de l'Etat tchadien ne lui permettent pas d'assurer l'accès généralisé aux services essentiels, ce financement est capital pour répondre aux besoins urgents des réfugiés, des retournés tchadiens et des populations hôtes vulnérables, tout en continuant à travailler sur le renforcement des capacités nationales », a-t-il ajouté.

Au total, sept projets financés par les fonds CERF permettront d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Ces projets permettront d'apporter une assistance multisectorielle d'urgence en renforçant la sécurité alimentaire au travers de transferts monétaires, les services de nutrition et l'accès aux soins de santé, la maintenance et l'amélioration des infrastructures d'eau et d'assainissement, la réhabilitation des abris détruits, et l'accès à l'éducation. Une partie des fonds seront alloués aux services aériens UNHAS pour maintenir l'accès humanitaire dans tout le pays.

Selon le chef du BCAH au Tchad, Florent Méhaule, « il est primordial que d'autres bailleurs de fonds s'engagent, car ce financement CERF ne couvrira qu'une fraction des besoins. Le Tchad fait partie des pays où le Plan de réponse humanitaire est le moins financé. De plus, il est nécessaire d'attirer l'attention des bailleurs de développement, de réfléchir à des solutions durables et d'encourager des projets permettant de renforcer la résilience des populations affectées ».

La Chine et l'Inde sont désormais les plus grands marchés de l'Internet au monde, selon un rapport de l'ONU



téléphone cellulaire. Photo UIT/M. Jacobson-Gonzalez

15 septembre - L'Inde a dépassé les Etats-Unis pour devenir le deuxième marché de l'Internet au monde, avec 333 millions d'utilisateurs, loin derrière la Chine et ses 721 millions d'internautes, selon un nouveau rapport publié jeudi par la Commission des Nations Unies sur la large bande au service du développement durable.

D'après ce rapport, six pays, dont la Chine et l'Inde, rassemblent à eux seuls 55% des habitants de la planète qui n'ont toujours pas accès à l'Internet, du fait de la taille de leur population.

Selon l'édition de 2016 du [rapport sur la situation du haut débit](#) (State of Broadband 2016), si l'accès à l'Internet atteint un niveau proche de la saturation dans les pays riches, la connectivité ne progresse toujours pas assez vite pour aider les zones les plus pauvres du monde à réduire leur retard en matière de développement dans des secteurs tels que l'éducation et les soins de santé.

Au niveau mondial, on estime à 3,9 milliards le nombre de personnes qui n'utilisent pas l'Internet. Toutefois, le nouveau rapport indique que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh et le Nigéria regroupent à eux seuls 55% de l'ensemble des personnes n'ayant pas accès à l'Internet, alors que 20 pays, dont les Etats-Unis, concentrent les trois quarts des internautes. Ces résultats laissent supposer que des efforts ciblés sur quelques marchés clés pourraient conduire à d'énormes progrès dans la réduction de la « fracture numérique » très large existant entre ceux qui sont connectés et ceux qui ne le sont pas encore.

Publié juste avant la 14^{ème} réunion de la Commission sur le haut débit, qui se tiendra à New York le 18 septembre, le rapport dresse un constat optimiste en ce qui concerne le potentiel du haut débit mobile, 165 pays ayant désormais déployé des réseaux mobiles à haut débit 4G. Alors que le taux de pénétration du smartphone atteint un niveau proche de la saturation aux Etats-Unis, en Europe et sur les marchés asiatiques arrivés à maturité, comme le Japon et la République de Corée, les moteurs de la future croissance devraient être l'Inde et l'Indonésie. L'Inde a récemment dépassé les Etats-Unis pour devenir le deuxième marché du smartphone au monde, avec 260 millions d'abonnements au haut débit mobile, selon les estimations.

La Commission estime que si l'accès à la téléphonie mobile de base, aujourd'hui quasi universel, pouvait être converti en accès au haut débit mobile à haut débit, les téléphones portables pourraient devenir un facteur d'accélération majeur du développement, et entraîner de rapides progrès sur la voie des objectifs de développement durable définis par les Nations Unies.

« De nombreux éléments économiques mettent en évidence le rôle primordial d'une connectivité haut débit économiquement accessible pour ce qui est de favoriser la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement », a déclaré le Secrétaire général de l'UIT et Vice-Président de la Commission, Houlin Zhao, conjointement avec la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. « Les objectifs de développement durable sont réalistes, mais ils réclament d'urgence des efforts et des progrès s'agissant de la vitesse et du niveau de développement ainsi que de l'égalité. La Commission pense que le haut débit peut nous aider à y parvenir ».

« Les technologies de haut débit peuvent se révéler un puissant levier de développement, à condition cependant d'investir à la fois dans l'accessibilité, dans les compétences et dans l'éducation. », a déclaré pour sa part Irina Bokova. « Il faut ouvrir de nouvelles voies pour la création et le partage des connaissances. Il faut renforcer la liberté d'expression et élargir les possibilités d'apprentissage, en particulier pour les femmes et les jeunes filles. Il faut créer des contenus utiles, locaux et multilingues ».

Le rapport confirme que, selon les derniers chiffres en date de l'UIT, le monde comptera 3,5 milliards d'internautes d'ici à fin 2016, ce qui représente 47% de la population mondiale, contre 3,2 milliards l'année dernière. Les progrès enregistrés dans les 48 pays désignés comme pays les moins avancés (PMA) par l'Organisation des Nations Unies ont été encourageants, et l'objectif de la Commission qui consiste à connecter 15% de la population des PMA devrait être atteint d'ici à la fin de l'année.

Journée internationale de la démocratie: Ban Ki-moon rappelle que les principes démocratiques sont au cœur du développement durable



Un bureau de vote à Erbil, en Iraq, en mai 2014.
Photo: MANUI/Tomoyuki Tatsumi (archives)

15 septembre - A l'occasion de la [Journée internationale de la démocratie](#), le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a mis l'accent sur les liens entre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et une gouvernance démocratique en soulignant que l'élaboration de solutions aux défis d'aujourd'hui exige également une réponse intégrée et interconnectée.

« Les principes démocratiques transparaissent dans l'ensemble du Programme, comme un fil d'or, s'agissant de l'accès universel, de biens publics, de soins de santé, d'éducation, de logements sûrs et de perspectives de travail décent pour tous », a déclaré jeudi M. Ban dans un [message](#) consacré à la journée internationale de la démocratie.

Pour le Secrétaire général, les objectifs de développement durable (ODD) révèlent une dynamique importante. « Une gouvernance démocratique efficace accroît la qualité de vie pour tous; et le développement humain est plus à même de s'enraciner lorsque les gens ont réellement leur mot à dire dans leur propre gouvernance et la possibilité de partager les fruits du progrès », a-t-il souligné.

Le chef de l'ONU a également rappelé l'importance de l'objectif 16, qui promeut l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable et d'institutions responsables.

« Les gens veulent de se nourrir et se loger; acquérir une éducation, avoir accès à des soins de santé et à davantage de perspectives économiques. Ils veulent vivre sans crainte », a dit M. Ban. « Ils veulent pouvoir faire confiance à leurs gouvernements ainsi qu'aux institutions internationales, nationales et locales. Ils veulent qu'on respecte pleinement leurs droits de l'homme et souhaitent jouer un rôle plus important dans les décisions qui les touchent », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a précisé que le nouveau programme ambitionne de ne laisser personne à la traîne, « ce qui veut dire qu'il faut tendre la main à ceux que l'on voit et entend rarement, qui n'ont aucune voix au chapitre et aucun groupe qui s'exprime en leur nom ».

Pour mettre en œuvre les ODD, M. Ban a souligné la nécessité d'une société civile active et forte, qui tienne compte des personnes faibles et des laissés-pour-compte. « Renouvelons notre engagement en faveur de la démocratie et de la dignité pour tous », a-t-il conclu.

L'OMS réclame davantage d'efforts pour affronter la résistance antimicrobienne



Un bébé de trois mois reçoit un antalgique et une piqure d'antibiotique dans un centre de nutrition au Niger. Photo UNICEF/Sam Phelps

15 septembre - A quelques jours d'une réunion de haut niveau des Nations Unies sur la résistance antimicrobienne, un haut responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné jeudi la nécessité d'un engagement ferme de tous les secteurs à lutter contre ce problème qui menace le développement durable.

« La résistance antimicrobienne menace vraiment de nous ramener en arrière, avec des infections tuant de nouveau un grand nombre de personnes », a déclaré le Sous-Directeur général de l'OMS et Représentant spécial pour la résistance antimicrobienne, Keiji Fukuda, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York.

« En 2050, les estimations indiquent que davantage de personnes mourront d'infections résistantes aux antibiotiques que celles qui meurent actuellement d'un cancer. Ceci est une comparaison surprenante, cela signifie que près de 10 millions de personnes par an mourront d'infections, car elles ne pourront plus être traitées », a-t-il ajouté.

Selon lui, le coût économique d'un tel scénario serait énorme et les pertes économiques cumulées dues aux décès et à la prise en charge des personnes souffrant de ces infections pourraient dépasser les 100.000 milliards de dollars d'ici 2050.

« C'est de l'ordre de 2 à 3,5% du PIB mondial, assez pour ramener les pays en arrière, en particulier les pays qui sont dans des conditions économiques précaires », a dit M. Fukuda.

Il a aussi noté que les approvisionnements alimentaires durables dépendent fortement des antibiotiques, qui sont utilisés pour traiter les animaux malades et pour prévenir la propagation des maladies. Or, avec l'augmentation de la population mondiale, la disponibilité de la nourriture pour nourrir tout le monde dépendra fortement de l'efficacité de ces antibiotiques.

Selon le responsable de l'OMS, l'érosion des soins de santé et l'érosion de la capacité à nourrir les gens, accompagnées d'un coût économique énorme, pourraient nuire à la capacité des pays à poursuivre leur développement, en particulier un développement durable.

Keiji Fukuda a souhaité que la réunion de la semaine prochaine contribue à faciliter une coordination concrète entre les différentes parties prenantes et à assurer l'engagement et le soutien de plusieurs secteurs essentiels pour affronter ce défi mondial complexe.

La réunion de haut niveau sur la résistance antimicrobienne, organisée par le Président de l'Assemblée générale, l'OMS et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aura lieu le 21 septembre en marge du débat général de l'Assemblée générale.

Education : des projets au Cameroun, au Japon et au Royaume-Uni lauréats d'un prix de l'UNESCO



15 septembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a nommé les trois lauréats du Prix UNESCO-Japon d'éducation en vue du développement durable 2016 : le Centre pour la revitalisation et le développement des communautés (CCREAD-Cameroun); la Commission d'Okayama pour la promotion de l'EDD (Japon); et l'Union nationale des étudiants du Royaume-Uni (Royaume-Uni).

Il s'agit de la deuxième édition du Prix qui a été créé en 2014 afin de récompenser et de mettre en lumière des projets et des programmes d'éducation au développement durable (EDD) exceptionnels menés par des individus, des institutions et des organisations dans le cadre du Programme d'action global pour l'Education en vue du développement durable, a précisé l'UNESCO dans un communiqué de presse.

Le Prix est financé par le gouvernement du Japon et doté d'un montant de 50.000 dollars pour chaque lauréat.

Le CCREAD-Cameroun a été choisi pour ses « Programmes d'EDD intégrés dans les écoles et les communautés au Cameroun » qui cible les enfants, les jeunes, les femmes et les groupes autochtones dans les communautés marginalisées et difficiles à atteindre. Le programme animé par des jeunes, qui est mis en œuvre à la fois dans les écoles et par le biais des centres d'apprentissage communautaires pour l'EDD, aide à renforcer leur autonomisation sociale, économique et culturelle pour réduire la pauvreté et les risques sanitaires, améliorer la gouvernance et préserver l'environnement.

La Commission d'Okayama pour la promotion de l'EDD a été choisie pour son « Projet d'Okayama pour l'EDD », qui propose une approche de l'EDD tout à fait exceptionnelle, systémique et à l'échelle de la ville : elle prend en compte et fait participer différents secteurs et acteurs de la communauté locale par le biais de l'éducation à la fois formelle et informelle. Plus de 240 organisations sont impliquées dans le projet, notamment des ONG, des entreprises et des établissements d'enseignement. Les citoyens bénéficient de « Formations de coordinateur de l'EDD », de « Stages d'EDD » avec une ONG locale ou de séances « Café EDD » qui favorisent l'apprentissage et le dialogue mutuels sur la durabilité.

L'Union nationale des étudiants du Royaume-Uni, confédération de 600 associations d'étudiants à travers le pays, a été choisie pour son programme « Green Impact » qui distingue et récompense des départements d'universités pour leurs efforts en matière de durabilité. En formant les étudiants comme tuteurs, le programme encourage le personnel des universités à rendre leur lieu de travail plus « vert » tout en faisant des économies. Le cadre « Green Impact » prévoit des actions allant de mesures simples telles que des conseils sur l'impression recto-verso à la création de coopératives de crédit éthiques. Grâce à son approche de travail entre pairs, le programme facilite la collaboration entre les départements et les établissements.

Cette année, les lauréats ont été choisis par un jury international parmi un total de 120 candidatures, présentées par 64 États membres de l'UNESCO et 10 ONG en partenariat officiel avec l'Organisation. La Directrice générale remettra le Prix aux trois lauréats lors d'une cérémonie qui se tiendra au siège de l'UNESCO à Paris le 11 octobre 2016, durant la 200e session du Conseil exécutif.